

30 novembre 2021

LETTRE OUVERTE

Protéger les ménages cet hiver face au Covid, aux inondations et à l'explosion des prix de l'énergie : stop aux (auto) coupures !

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Les ménages wallons sont en difficulté croissante en matière d'accès à l'énergie. En 2019, 28% d'entre eux vivaient déjà la précarité énergétique. Depuis lors, **la crise du Covid qui se poursuit depuis bientôt 2 ans, les violentes inondations de juillet** dont les conséquences négatives pour les ménages restent très palpables, et maintenant **l'explosion des prix de l'énergie**, ont renforcé durement les difficultés déjà vécues par une partie importante de la population. Ces crises ont aussi très fortement fragilisé toute une nouvelle frange de la population. L'avenir est particulièrement incertain.

Sans cesse, il nous revient du terrain **des craintes, des privations** considérables qui impactent durablement la santé physique et mentale des personnes concernées et de leurs familles. **Les populations sont à bout, elles se sentent abandonnées. La cohésion sociale est plus que jamais menacée.**

Nous craignons un hiver catastrophique pour les ménages et pour leur accès à l'énergie, qu'ils soient sinistrés, victimes de la crise Covid ou encore soumis à des augmentations de tarifs insoutenables.

Il est de la responsabilité du Gouvernement wallon de protéger les citoyen.ne.s, de veiller à ce que leurs droits soient garantis et de leur offrir tant que possible un peu de répit dans ce contexte particulièrement sombre. Nous vous invitons dès lors à prendre des mesures urgentes et fortes :

- **Une interdiction de toutes les coupures sur le territoire wallon jusqu'au 30 juin 2022 à minima;**
- **Une interdiction de tout placement de compteur à budget ;**
- **Une désactivation massive des compteurs à budget actifs.**

Il est en effet impensable que la Wallonie choisisse de poursuivre la mise en place d'un sous statut juridique tel que les compteurs à budget pour des ménages qui, à un moment donné de leur vie, n'ont pas été en mesure de payer une facture. D'autant plus si ce sous statut expose ces ménages au risque de ne pas pouvoir se chauffer, se laver, se connecter – autant de dimensions essentielles pour la santé.

Ces décisions ne peuvent être empêchées pour protéger les profits des fournisseurs. Et il n'y a aucun autre obstacle à leur concrétisation. Nous attirons votre attention sur les forces de lobby considérables déployées autour de ces thèmes, particulièrement celles des fournisseurs. Il est évident que l'objectif de ces jeux d'influence n'est pas de servir l'intérêt général, mais bien les intérêts financiers d'acteurs privés, dont la plus-value reste par ailleurs à nos yeux à démontrer. Nous avons été interpellé.e.s à plusieurs reprises par la manière dont ces pressions semblaient porter leurs fruits auprès du Gouvernement wallon et de leurs représentant.es. Nous sommes également largement interpellé.e.s par **les violations de la législation que commettent régulièrement les acteurs du marché en toute impunité et qui renforcent encore le sentiment d'injustice et d'abandon ressenti par les ménages.**

Il conviendra évidemment de réfléchir comment soutenir les ménages dans **la lutte contre l'endettement** et encore plus à **réduire structurellement les consommations de tous.tes via la rénovation énergétique des bâtiments**. Mais ces objectifs ne peuvent en rien conditionner ou mettre à mal les objectifs et enjeux vitaux que nous venons d'évoquer.

Nous souhaitons vous rencontrer aussi rapidement que possible pour vous exposer ces réalités et nos demandes.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions, Mesdames, Messieurs les Ministres, d'agréer l'expression de nos meilleures salutations.

Marc Becker, secrétaire national de la CSC

Jean-François Tamellini, secrétaire général de la FGTB Wallonne

Christine Steinbach, directrice de la FTU et présidente du RWADE

Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté

Ariane Estenne, présidente du MOC

Guillaume Lohest, président des Equipes populaires

Céline Nieuwenhuys, secrétaire générale de la Fédération des Services sociaux

Sylvie Meekers, directrice d'Inter Environnement Wallonie